

Edouard Balladur face à l'ONU

LE premier ministre français Edouard Balladur est arrivé lundi à New York pour une visite au siège des Nations unies. Accompagné du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, le chef du gouvernement français devait avoir un entretien au sujet du Rwanda, avec le secrétaire général de l'ONU, avant de s'adresser au Conseil de sécurité.

L'objectif affiché de ce voyage exceptionnel est d'obtenir que l'ONU réunisse le plus rapidement possible les 5.500 soldats prévus pour la Mission des Nations unies au Rwanda. En fait, il s'agit d'une nouvelle tentative des autorités françaises afin d'obtenir un soutien pour son

opération « Turquoise » d'intervention militaire.

L'isolement de la France demeure entier en la matière, d'autant plus que le caractère intempestif de la mise en place au sud-ouest du Rwanda, d'une zone dite de sécurité, provoque plus de désordres que de solutions réelles du problème des réfugiés.

Ceux-ci continuent à parcourir par centaines de milliers les routes du pays, les héritiers du régime Habyarimana leur faisant croire que les forces du Front patriotique les massacraient dans leur progression.

« Il faudra bientôt envisager de nourrir 3 millions de Rwandais », a indiqué, lundi à Genève, l'ancien représentant à Kigali du Comité international de la Croix-Rouge. Philippe Gailard, sortant de la réserve d'usage au CICR, a souligné : « Il faudra que les personnes déplacées puisse être autorisées à revenir dans leurs régions pour y cultiver la terre », car, a-t-il ajouté, « je me méfie beaucoup des opérations humanitaires avec des fusils, car c'est presque toujours des bombes à retardement. On ne peut pas imposer l'humanitaire ou alors cela s'appelle une opération de police. »

De leur côté, les organisations humanitaires qui travaillent dans les camps de réfugiés rwandais en Tanzanie s'inquiètent de l'aggravation des problèmes de sécurité et demandent le jugement des miliciens accusés de massacres.

Elles ont déclaré à Sadako Ogata, haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés, lors de sa visite dimanche dans ces camps, que ces tueurs poursuivaient leurs activités meurtrières dans les camps de réfugiés, qu'il est très difficile de fournir une aide humanitaire à des gens qui ont commis des crimes au Rwanda. (...) Nous pensons qu'il faut faire quelque chose pour traîner ces gens-là en justice », a indiqué Arjo Berkhout, de Médecins sans frontières-Hollande.

Les associations souhaitent que l'ONU envoie en Tanzanie des policiers et des tribunaux spéciaux pour juger les criminels.

Les autorités tanzaniennes ont expulsé dimanche de Benaco un ancien maire accusé d'avoir organisé des massacres au Rwanda. Jean-Baptiste Gatate et sa famille, avec leurs gardes du corps, ont été escortés par la police jusqu'à Dar es-Salaam.

De source autorisée, on précise que l'ancien maire, surnommé « le boucher » compte trouver refuge à Goma, dans l'est du Zaïre... où sont stationnées les troupes françaises d'intervention au Rwanda.

Faustin Twagiramungu

« Que les Français tiennent leurs promesses ! »

DANS une interview publiée hier par « le Parisien », le premier ministre désigné des accords d'Arusha, qui forme actuellement un gouvernement d'unité nationale, a indiqué qu'il comptait se rendre au Rwanda dès ce mercredi. Interrogé sur l'origine ethnique du conflit, il a déclaré : « Je suis rwandais avant d'être hutu (...). Au niveau de la culture, rien nous distingue des Tutsis. On n'a pas compris ce phénomène qui découle en fait d'un passé colonia-

liste. Les colonialistes sont venus m'apprendre que je suis un Hutu. C'est là l'enseignement colonialiste qui aujourd'hui détruit notre pays. »

Quant à l'intervention française, Faustin Twagiramungu a souligné que la relève de la MINUAR devait se faire conformément aux résolutions prises par l'ONU, et ce « dès le mois d'août ». « Ce que nous demandons, a-t-il poursuivi, c'est que la MINUAR II puisse utiliser la force et donc avoir pour mission

de désarmer les milices, sinon sa présence sera inutile » (...). J'imagine que les Français seront d'accord pour poursuivre l'action humanitaire, la résolution 929 et permettre la relève de la MINUAR. Que les Français tiennent leurs promesses et quittent le Rwanda. » Questionné enfin sur son espoir pour son pays, le premier ministre a répondu : « C'est une réconciliation nationale, car, sans elle, il n'existe plus de nation rwandaise. »

Avec le peuple rwandais aujourd'hui à Bordeaux



Une manifestation de solidarité avec les victimes et les réfugiés du Rwanda se déroulera ce mardi à 18 heures, place de la Victoire, dans la capitale de la Gironde, à l'appel du PCF, de la CGT, de l'Association franco-rwandaise, du collectif girondin pour le Rwanda, de l'ASTI, de la JCR, de la LCR, du PCOF, de l'OCL et du SCALP. Les participants demanderont également le départ immédiat des troupes françaises. Dimanche, lors d'une fête du PCF à Saint-Pierre-d'Aurillac, la solidarité était également présente (notre photo), l'occasion de découvrir ce pays et les origines du conflit. (Photo Jacqueline Gesta.)